Turquie in, Grèce out ?

25/08/2010 à 6h02

L'absence de solidarité européenne à l'égard de la Grèce, sommée d'adopter des mesures d'austérité brutales sans aucune aide ni garantie concrètes pour amortir les efforts colossaux exigés, conduit à se poser plusieurs questions :

1. Veut-on pousser la Grèce vers la sortie ? L'effet dépressif des mesures de réduction des déficits risque d'asphyxier totalement le pays et de provoquer de graves troubles politiques et sociaux. L'objectif de baisse de 4 points du PIB – de 12,7% à 8,7% en un an !- signifie qu'une chape de plomb terrible va s'abattre sur les Grecs. Il s'agit d'un plan d'austérité sans précédent. Les hausses d'impôts et les coupes sombres dans les retraites, les programmes de dépenses et les salaires des fonctionnaires vont peser sur la consommation, et donc sur la croissance de l'économie grecque. Pour Jean-Paul Fitoussi, un tel plan est même contre-productif au regard de l'équilibre budgétaire, dans la mesure où il va aboutir à une baisse des recettes fiscales de l'Etat grec.

L'Europe ne souhaitant pas faire passer le message que le laxisme budgétaire et le maquillage comptable peuvent faire l'objet d'indulgence et déboucher sur un statut d'assisté, il n'y a pour le moment aucun transfert financier réel vers la Grèce. Les Allemands ne paieront pas. Cela posé, la déflation entraînée par le plan d'austérité ne suffira pas à restaurer les comptes intérieurs de l'économie hellène. Pire, elle entraînera sans doute des mouvements de protestation violents dans la population. La solution passera donc par une dévaluation, en clair un retour de la Grèce à la souveraineté monétaire. Qui restaurera en partie la compétitivité, donc les comptes extérieurs de la nation – quels qu'en soient les coûts par ailleurs et quoi qu'en pense Jean-Claude Trichet (lequel avait jugé « *absurde* » en janvier l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de la zone euro).

2. Veut-on l'implosion de la zone euro ? Une sortie de la Grèce de l'euro signifierait en effet la mort de l'Euroland. A première vue, on peut penser que la crédibilité monétaire et financière de l'Union en sortirait au contraire renforcée, puisqu'elle se serait débarrassée de son plus mauvais élève, celui qui la tire actuellement vers le bas. En outre, le poids très faible de l'économie grecque (2 à 3% du PIB total de la zone) fait qu'une telle décision aurait peu d'incidence sur la cohérence et la puissance de l'ensemble européen. Mais sur le plan politique, il en irait tout autrement. Ce serait un coup de tonnerre dont les conséquences restent pour le moment incalculables. Sans doute un tabou sauterait-il et d'autres Etats y verraient-ils un encouragement à faire de même. Surtout, les marchés prendraient cela comme la preuve qu'ils avaient vu juste et s'attaqueraient aussitôt à de plus gros poissons, comme le Portugal, l'Espagne, l'Italie ou l'Irlande. Avec le même résultat, ramenant peu à peu l'euro à ce qu'il n'a jamais cessé d'être : la monnaie de l'Allemagne.

3. Veut-on toujours l'entrée de la Turquie ? C'est une affaire dont on entend, évidemment, beaucoup moins parler depuis quelque temps. Mais les négociations d'adhésion ont bel et bien été ouvertes et suivent toujours leur cours. Ironie de l'Histoire, donc : alors que les Grecs, montrés du doigt pour leur gestion calamiteuse des finances publiques et leurs bidouillages statistiques, pourraient être forcés de quitter l'euro, leurs ennemis héréditaires, les Turcs, pourraient de leur côté accéder à l'Union sous le regard bienveillant de nos chers eurocrates et de leurs alliés américains. Quel pied de nez du Destin ! Et quel symbole… La Grèce, berceau de la démocratie et de la culture européenne, remplacée par le pays qui incarna durant des siècles la plus grande menace pour l'Europe ? N'oublions pas qu'une certaine identité européenne s'est constituée contre l'envahisseur turc, qui poussa jusqu'aux portes de Vienne en 1529 puis en 1683.

Europe, réveille-toi, ta maison brûle !

Olivier Demeulenaere

(Merci à magellan)